

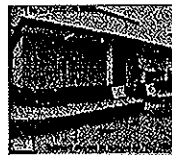
CTB

République Démocratique du
Congo

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT
PRIMAIRE, SECONDAIRE ET
PROFESSIONNEL

RAPPORT FINAL

PROJET AETIF PRDC0710311/NN3004502



08 novembre 2013

TABLE DES MATIERES

1. INFORMATIONS DE BASE SUR LA PRESTATION.....	3
2. APPRECIATION	4
3. RÉSUMÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION	8
4. ANNEXES	20

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Final activity report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : 16/12/2011	VERSION : 2.0
----------------------------	---	---	-------------------------------------	------------------

1. INFORMATIONS DE BASE SUR LA PRESTATION

Pays R D CONGO :

Secteur et sous –secteur CAD Éducation / Enseignement technique et formation professionnelle:

Institution nationale ou régionale chargée de l'exécution :
Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (MEPSP) :

Agences d'exécution : CTB :

Nombre d'experts en coopération internationale de la CTB : UN :

Durée de la prestation (selon AS/CS) : 60 mois

Date de démarrage de la prestation :
Selon AS/CS 29 avril 2009:
Effective : 15 novembre 2013 :

Date de clôture de la prestation :
Selon AS/CS : 60 mois à dater du 29 avril 2009:
Effective : 15 novembre 2013

Modalités de gestion de la prestation : Régie

Budget total de la prestation : 6.000.000 euros + 400.000 en contrepartie

Période couverte par le rapport : 15 11 2009 au 31 08 2013

Annexes		Oui	Non
1.	Résumé des résultats		
2.	Etat des recettes et dépenses de l'année sous revue		
3.	Taux de déboursement de la prestation		
4.	Personnel de la prestation		
5.	Sous-traitance et appels d'offres		
6.	Equipements		
7.	Formations		
8.	Bailleurs de fonds		

2. APPRECIATION

Appréciez la pertinence et la performance de la prestation en utilisant les appréciations suivantes:

- 1. - *Très satisfaisant*
- 2. - *Satisfaisant*
- 3. - *Non satisfaisant, malgré certains éléments positifs*
- 4. - *Non satisfaisant*
- X. - *Sans objet*

Inscrivez vos réponses dans la colonne correspondant à votre rôle dans l'exécution de la prestation :

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
PERTINENCE¹ (cf. PRIMA, §70, p.19)		
1. Quelle est la pertinence de la prestation par rapport aux priorités nationales de développement ?	1	2
2. Quelle est la pertinence de la prestation par rapport à la politique belge de développement ?	2	1
Indiquez votre score par rapport aux trois thèmes ci-dessous :		
a) Genre	2	2
b) Environnement	3	3
c) Économie sociale	3	3
3. Les objectifs de la prestation étaient-ils toujours pertinents ?	2	2
4. La prestation a-t-elle répondu aux besoins des groupes cibles ?	1	1
5. En fonction de ses objectifs, la prestation s'est-elle appuyée sur les organes locaux d'exécution appropriés ?	2	1

¹ Selon le PRIMA, §70, p.19, il s'agit "d'apprécier si les choix des objectifs, les choix des groupes cibles et des organes locaux d'exécution restent pertinents et cohérents par rapport aux principes généraux relatifs à une aide efficace et efficiente, ainsi que par rapport à l'application des politiques et stratégies locales, régionales, internationales et belges de développement ».

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
PERFORMANCE² (PRIMA, §71, pp.19-20)		
1. Les résultats obtenus par la prestation ont-ils contribué à la réalisation de ses objectifs ³ ? (efficacité)	2	2
2. Appréciez la qualité des résultats intermédiaires (efficacité)	1	1
3. Les modalités de gestion de la prestation ont-elles été appropriées ? (efficacité)	1	2
4. Les ressources de la prestation ont-elles été suffisantes sur le plan de (efficacité) :	2	2
a. Ressources financières ?	3	3
b. Ressources humaines ?	2	2
c. Matériel et équipements ?	3	3
5. Les ressources de la prestation ont-elles été utilisées efficacement et optimisées pour obtenir les résultats attendus ? (efficacité)	2	1
6. La prestation a-t-elle été satisfaisante sur le plan coût-efficacité par rapport à des interventions similaires ? (efficacité)	2	2
7. Sur base du planning d'exécution, appréciez la rapidité d'exécution de la prestation. (respect des délais)		
Ingénierie	1	2
Équipements	3	3

² Selon le PRIMA, §71, pp. 19-20, il convient « d'apprécier et de mesurer les performances convenues dans les phases de préparation selon les 4 critères et les indicateurs établis pendant la formulation. [Les 4 critères sont efficacité, efficacité, respect des délais et qualité du personnel].

³ voir annexe 1 pour plus de détails

Indiquez votre appréciation globale de la prestation *en utilisant les appréciations suivantes*:

- | |
|--|
| 1- Très satisfaisant |
| 2- Satisfaisant |
| 3- Non satisfaisant, malgré certains éléments positifs |
| 4- Non satisfaisant |
| 5- X - Sans objet |

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
Appréciation globale de la prestation	2	2

Expliquez les raisons de votre appréciation, qui peut dépasser le cadre strict des critères de pertinence et de performance ci-dessus et être différente de l'appréciation donnée pour ceux-ci. (1 page max)

Commentaire général :

Nous soulignons d'emblée que les bénéficiaires directs de l'intervention sont :

- La Direction de l'ETFP du Ministère de l'EPSP ;
- L'Inspection générale adjointe chargée de l'ETFP /SERNAFOR ETFP ;
- La Direction de Planification et des Statistiques scolaires
- La Direction des programmes scolaires et du matériel didactique ;
- Les écoles appuyées par le projet dans les différentes provinces éducationnelles.

Tandis que de *manière* indirecte le public était :

- Les enseignants et les élèves des filières et écoles appuyées ;
- Le secteur privé (entreprises publiques et privées, PME/PMI) ;
- Les structures provinciales et sous provinciales de l'EPSP ;
- Les autres Ministères impliqués dans la formation professionnelle (Santé Publique ; Affaires Sociales, Nationale ; Emploi, Travail et Prévoyance Sociale ; Enseignement Supérieur et Universitaire ; Jeunesse)

Ceci a impacté la stratégie de déploiement du projet. En lien avec cette approche DTF l'hypothèse principale étant que des actions en, cascade, à charge du ministère, doivent suivre les activités du projet. Pour des raisons d'optimisation de l'implantation et du suivi des activités, l'UGP avait, en début d'intervention demandé à la SMCL de pouvoir se concentrer sur 11 écoles (une par province administrative) au lieu de trente (une par province éducationnelle). La SMCL a choisi de conserver l'approche DTF tout en en révisant certains indicateurs. A

posteriori, nous continuons de penser qu'en liens aux budgets, aux ressources humaines et au chronogramme, l'approche UGP sur 11 provinces aurait pu porter plus de fruits. Quoi qu'il en soit, en conformité avec les activités et le public cible prioritaire, l'ensemble des objectifs selon les deux approches généralement utilisées (t° d'activité et t° de décaissement) a été atteint.

Fonctionnaire exécution nationale ⁴	Fonctionnaire exécution CTB ⁵
Désiré NKOY ELELA	
Jean Claude IKWA	Leroy Joël
Roger KANIKI	

S/C Samuel NKORO S/C Jean-ber MUTOMBO-MUMBI



⁴ Nom et signature

⁵ Nom et signature

3. RÉSUMÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION

1. Si nécessaire, décrivez l'objectif spécifique et les résultats intermédiaires de la prestation, tels que mentionnés dans le document de projet ainsi que les changements opérés (quand, comment et pourquoi)

Impact ⁶	Contribuer au développement économique et à la reconstruction de la République Démocratique du Congo.
Outcome	Améliorer la qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle en RDC ainsi que l'adéquation formation – emploi dans 8 filières prioritaires : mécanique, électricité, construction, coupe-couture, commerciale & administrative, agriculture générale, vétérinaire et électronique.
Outputs	R1 : La gestion stratégique et opérationnelle dans le sous-secteur ETFP est améliorée.
	R2 : L'image des filières professionnelles et techniques est améliorée auprès des jeunes, des parents et de la société.
	R3 : Les ateliers, les salles de travaux pratiques et les locaux de documentation technique sont réhabilités et équipés pour les filières retenues dans les écoles
	R4 : Le contenu de l'enseignement et de la formation est amélioré dans les 8 filières retenues.
	R5 : L'adéquation formation - emploi est améliorée.
	R6 : La gestion des écoles appuyées est améliorée.

2. Dans quelle mesure l'objectif spécifique de la prestation a-t-il été atteint, en fonction des indicateurs retenus ?

Améliorer la qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle en RDC ainsi que l'adéquation formation – emploi dans 8 filières prioritaires : mécanique, électricité, construction, coupe-couture, commerciale & administrative, agriculture générale, vétérinaire et électronique.

Notre analyse se porte sur trois niveaux : méta, méso et micro

META :

Aujourd'hui en RDC, le ministère EPSP en général et l'ETFP en particulier sont en pleines réformes structurelles, pédagogiques et curriculaires. Nous pouvons considérer que tant dans le cadre de l'appui institutionnel que dans celui pédagogique, le projet AETFP a joué pleinement et efficacement son rôle.

Le ministère est doté et met en application divers outils institutionnels et pédagogiques indispensables à l'amélioration de son système d'enseignement en ETFP par exemple :

Plus de 10 programmes rénovés et élaborés en APC, institutionnalisation de l'APC comme pédagogie privilégiée en ETFP, lancement du cadre de certification nationale, introduction de la certification A4, mise en œuvre des stages, de l'alternance, de la Valorisation des Acquis de l'Expérience, proposition d'une

⁶ L'Impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

étude de transformation des écoles d'enseignement général en ETFP, School management, note et appui à la création du Secrétariat général en ETFP, appui à la mise en œuvre de la transition PPO et approche par compétences, etc.

Une masse critique de cadres et d'experts ont été formés à la théorie, modélisation et à la création :

- De programmes en ETFP, d'outils pédagogiques d'accompagnement ;
- De récolte de données et de création d'outils statistiques et de décision (annuaire, répertoires ...) ;
- Des fondamentaux pédagogiques et textes sur l'approche par compétences

Diverses structures ont été appuyées (fonctionnement et/ou mise en place) :

- CIETFP / Commission Interministérielle ETFP
- Comité de Pilotage d'accompagnement de la réforme
- CMA / Chambre nationale des Métiers et de l'Artisanat
- etc.

Cet ensemble de renforcement de capacité d'appuis à la mise en place ou au fonctionnement de structures et d'appui à la création / rédaction de texte a un impact favorable sur l'amélioration immédiate et à plus long terme du fonctionnement et de la pertinence de l'ETFP en RDC

Méso :

Les cadres et inspecteurs ont reçu des formations et outils pour améliorer leur travail quotidien. Cependant une faible implication de certaines catégories d'entre eux pose un problème de capitalisation/ généralisation des acquis et outils. Il importerait donc que la Direction ETFP et le Ministère impulsent une forte mobilisation de la strate des cadres intermédiaires, nationaux et provinciaux, pour s'assurer de la pérennité de certains outils et de la réforme.

Micro :

Bien que ne concernant que trente écoles sur le pays et dans ces trente écoles une filière appuyée, les formations de cadres et de formateurs, mise à disposition et appuis d'outils pédagogiques et d'accompagnement, la mise en service de nouveaux équipements techniques améliore sensiblement l'ETFP, sa pertinence et sa mise en application locale.

3. Dans quelle mesure les résultats intermédiaires de la prestation ont-ils été atteints, en fonction des indicateurs retenus ?

Les taux de décaissement sont conformes aux attentes tant en soft et en hard. L'analyse globale portée plus haut laisse apparaître une forte appropriation du niveau méta, une bonne appropriation (dans la limite des cibles projet) du niveau micro.

Les locaux de la Dir ETFP ont été réhabilités et disponibilisés,

La Dir ETFP et l'Inspection (Générale et ETFP) ont été appuyées

Les notes et textes stratégiques (APC / réformes / gestion / étude de transformation / notes stratégiques...) ont été rédigés ou appuyés

La Direction des Etudes et Planification (DEP) a été formée et a accompagné les processus de modélisation et production des outils statistiques

Les annuaires ont été créés et édités et ont fait l'objet d'une forte appropriation de la part des autorités ministérielle, nationale provinciale et locale (promo scolaire)

12 répertoires des écoles ETFP ont été créés et disponibles

Les fondements de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat ont été appuyés et posés

L'atelier de mise en place (organisation et structure) d'un Secrétariat Général ETFP EPSP a été appuyé et modéré et le processus suit son cours.

Le cadre national de certification est validé et la certification A4 est introduite dans le système national (avec apprentissage professionnel, alternance et valorisation des acquis de l'expérience)

Les bulletins de la CIETFP ont été publiés dont certains en partenariat avec APEFE

Participation aux journées sectorielle éducation 2012 CTB

Participation en appui au Ministère aux Conférences/Séminaires internationaux sur le développement de l' ETFP (dont la 3^{ème} Conférence internationale UNESCO 2012 à Shanghai)

Des parutions genre et environnement ont été créés et distribués

Des actions de sensibilisation locales, genre, environnement et VIH/Sida ont été mises en œuvre

Les actions et l'ETFP ont été médiatisés

Plus de 2000 cadres nationaux et provinciaux ont bénéficié des renforcements de capacités et des outils d'accompagnement selon leur fonction

Les 10 programmes ont été créés, mis en test, révisés et remis en disponibilité après révisions

Les outils d'accompagnement ont été créés et disponibles dans les écoles appuyées (stick stratégique limité au niveau national DIPROMAD)

Des manuels de mathématiques intégrées (1 et 2), de mécanique intégrée (1), du stage et de l'alternance, de la gestion et de l'entrepreneuriat,

Les trente écoles appuyées l'ont été tant du côté pédagogique que technique. Les UFE ont été appuyées. Les Unités d'actions pédagogiques (UAP) ont été initiées. Les équipements ont été livrés et mis en service sur tous les sites (deux – ITAV Ngabu et ITA Kasese- en instance pour cause exogène-, notamment de défaillance d'infrastructure ou de guerre au 15 08).

Les ouvrages technico pédagogiques ont été livrés sur les sites appuyés et exploités

Des conventions de gestion ont été signées dans les écoles appuyées.

Un nouveau programme de gestion informatisée des écoles a été mis en test, disponible au Ministère et attend la généralisation

Les outils de stages ont été reformalisés et appuyés dans la mise en œuvre

Les contacts avec le secteur privé ont été renforcés, la convention de partenariat public privé a été revisitée et appuyée

Les écoles appuyées ont reçu une formation à la gestion et entrepreneuriat, gestion des stocks, gestion pédagogique, gestion des ouvrages,

Une inspection principale adjointe en charge de l'ETFP a été mise en place dans chaque Inspection Principale Provinciale.

Etc.

Principaux ouvrages et outils de formation en APC, outils de l'UAP, outils de gestion, outils d'entrepreneuriat, outils du stage en entreprise texte stratégique sur la certification, sur l'APC, étude de transformation, produits par le projet, dont :

- AETFP, RDC 2013: Annuaire N° 3, « Profil de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Offre de formation, tendances socio-économiques et bassins d'emploi, AETFP – CTB, 08, 2013 ».
- AETFP, RDC 2012: Annuaire N° 2, « Profil de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Offre de formation, tendances socio-économiques et bassins d'emploi, AETFP – CTB, 06, 2012 ».
- AETFP RDC, 2011, Annuaire N° 1, « Profil de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Offre de formation, tendances socio-économiques et bassins d'emploi », AETFP – CTB, 01, 2011.
- AETFP, RDC 2013, Bottin / répertoire national des écoles, ETFP EPSP, AETFP – CTB, 08, 2013 ».
- AETFP, RDC 2013, Bottin / onze répertoires provinciaux des écoles ETFP EPSP, AETFP – CTB, 08, 2013 ».
- AETFP RDC 2013, « Mathématique intégrée 1 en APC, premier volet, outils du formateur et de l'apprenant,», Kinshasa 08 2013
- AETFP RDC 2013, « Mathématique intégrée 2 en APC, deuxième volet, outils du formateur et de l'apprenant,», Kinshasa 08 2013
- AETFP RDC 2013, « Mécanique intégrée en APC, premier volet, outils du formateur et de l'apprenant,», Kinshasa 08 2013
- AETFP RDC 2013, « Le gardien vert bleu,», Kinshasa 08 2013
- AETFP RDC 2010 2011, 2012, 2013, divers bulletin de la CIETFP, « Formation, Professionnalisation, Emploi » (partenariat APEFE) Kinshasa 08 2013
- AETFP RDC 2013, Programme de gestion informatisée des écoles ETFP (CDR plus mode d'emploi) Kinshasa 08 2013
- AETFP RDC 2013, révision des dix programmes de formation techniques (mécanique, électricité, construction, coupe-couture, commerciale & administrative, électronique, froid et climatisation, menuiserie, coiffure et esthétique, plomberie), Kinshasa 08 2013
- AETFP RDC 2011, dix programmes de formations techniques (mécanique, électricité, construction, coupe-couture, commerciale & administrative, électronique, froid et climatisation, menuiserie, coiffure et esthétique, plomberie) (partenariat APEFE) Kinshasa

- AETFP RDC 2013, Programme de gestion informatisée des écoles ETFP (CDR plus mode d'emploi) Kinshasa 08 2013
- AETFP RDC 2012, « Guide du stage apprenant en entreprise ». Kinshasa, 2012
- AETFP RDC 2012, « Gérer et entreprendre, manuel en APC sur la gestion et l'entreprenariat », Kinshasa, 2012
- AETFP RDC 2012, « Outils de l'UFE UAP, premier volet, outils du formateur et de l'apprenant, jeux de rôle pédagogique », Kinshasa février 2012
- AETFP RDC 2012, « Outils de l'UFE UAP, deuxième volet, les outils de l'unité formation emploi », Kinshasa, 2012
- AETFP RDC 2012, « Outils de l'UFE UAP, troisième volet, les outils pédagogique de suivi et de contrôle », Kinshasa, 2012
- AETFP RDC 2013 « Étude de transformation du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel en R. D. Congo », AETFP RDC Kinshasa, janvier 2013, non publié. Coordination Leroy Joël et Nkoy Désiré,
- AETFP RDC « Sous secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP) en RD Congo. Pistes pour une Stratégie sous sectorielle et intersectorielle ETFP, ministère des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité nationale », Kinshasa février 2012, non publié. Leroy Joël et Nkoy Désiré (coordination)
- AETFP RDC 2011 « Note stratégique sur la définition d'un cadre national de certification en enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP) », Kinshasa 2011. Leroy Joël et Nkoy Désiré (direction),
- AETFP RDC 2011, « Note stratégique, Implantation de l'Approche par Compétence en RD Congo », sous la direction de Leroy J. et Nkoy D.
- AETFP RDC 2011, « Note stratégique, Proposition de stratégie de développement d'une stratégie sous sectorielle de l'ETFP dans le contexte de référentialisation en APC », sous la direction de Leroy J. et Nkoy D.
- Etude sur les infrastructures économiques de base de la RDC pour une meilleure intégration de l'offre de formation en ETFP », André DIKIZEIKO – ISPT, sous la coordination de Jean – Claude IKWA
- Etude sur l'offre de formation technique et professionnelle et l'insertion socio-économique des Personnes en Situation de Handicap dans la Ville-Province de Kinshasa, Prof. Jean Pierre Lotoy et Jean Baptiste Ntambo, sous la direction de Leroy J. et Nkoy D.
- Analyse des résultats et des performances des apprenants des écoles appuyées par le Projet AETFP au JUNACYC et aux EXAMENS D'ETAT 2011 – 2013, AETFP-CTB novembre 2013, sous la direction de Nkoy D. et Jean-Claude IKwa
- Etc.

4. Décrivez le système de suivi-évaluation qui a été mis en place lors de la mise en œuvre de la prestation.

La SMCL a révisé les indicateurs DTF pour les mettre en logique, cohérence et conformité avec les attentes du DTF et ses chronogrammes

En plus des évaluations institutionnelles (MTR / back stopping / audit interne RDC / audit externe) une approche particulière de gestion a été mise en œuvre :

A chaque SMCL, un état de l'évolution des activités et décaissements a été proposé

La SMCL a régulièrement effectué des missions et tournées sur site

L'inspection générale et nationale a été sollicitée sur divers sites pour le contrôle (quantité et qualité des équipements et prestations)

L'UGP a été organisée en trois pôles (est / ouest / centre pour nielleur suivi et définition des responsabilités. Des séries de suivi sur site ont été organisées.

Systématiquement l'UGP a organisé un suivi collectif national (équipe projet)

Des outils de monitorings internes ont été développés (réunions hebdomadaires de planification et d'évaluation, reporting et restitution des missions et des événements, répartition des tâches et suivi de l'exécution par niveau, coaching des missions/études des consultants du projet...)

TROISIEME PARTIE : COMMENTAIRES ET ANALYSES

1. Quels sont les problèmes et questions majeurs qui ont influencé l'exécution de la prestation et comment la prestation a-t-elle tenté de les résoudre ?

Les difficultés d'un appui qui couvre les trente provinces éducationnelles d'un pays et en guerre dans sa partie Est et peu accessible pour la majorité de ses régions, par exemple près de 95 % des vols sont black listés, tandis que de nombreuses sous-divisions restent enclavées, ont constitué un véritable enjeu en termes de planification et de déploiement. La guerre a perturbé fortement la mise en œuvre du projet sur trois sites de l'Est du pays (Goma, Bunia, Butembo)

La gestion des marchés publics, exogène au projet, a constitué un des problèmes majeurs des trois premières années du déploiement. En effet la rotation du personnel a fait que trois personnes en charge des dossiers se sont succédé au cours des années un, deux et trois d'AETFP. Ces successions qui se sont faites avec de longues périodes de transitions ont sensiblement retardé la mise à dispositions des équipements aux écoles appuyées. Les planifications pédagogiques ayant en partie été organisées en cascade avec la mise à disposition des équipements, certaines activités (dont la mise en test des nouveaux programmes) en ont subi l'impact.

Le manque de liens, qui est apparu en fin d'année deux et en année trois, entre les futurs appuis ETFP (par exemple ceux du PIC) et les pistes déployées par le projet ont contraint l'UGP à réorganiser diverses activités pédagogiques DTF déjà bien entamées et appréciées par les partenaires. Il nous interroge également sur les perspectives de pérennité de certaines actions d'AETFP, telles que celles en matière de curricula

2. Quelles sont les causes des écarts par rapport aux résultats attendus ?

Sans objet, malgré les difficultés exposées ci-dessus, les taux de décaissement et d'activités sont atteints

Deux points d'attention sur les livraisons d'équipements encore tardifs et non imputables aux fournisseurs :

	ITAV Ngabu	Agriculture	Bunia/Orientale 2	Petit matériel non livré	Bloqué à Goma pour cause de guerre
	ITA Kasese	Agriculture	Kasese/Katanga	Petit matériel non livré	Bloqué à Mbuji Mayi en attente d'expédition

NB :

Décaissement en cours et introduit à UCAG (livraisons des équipements effectuées et facturées) au 15 08 2013 : 1.033.500 euros (rubrique A03) introduit à UCAG pour contrôle et suivi paiements.

3. Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience de la prestation? Faites une réponse détaillée sur les plans de l'impact et de la durabilité des résultats.

- ✓ La première leçon est que le schéma appui institutionnel / médian (dir et inspections / micro terrain) qui porte sur le stratégique, le pédagogique et le technique est celui qui porte le plus en terme de perspective de pérennité. Chaque activité est inscrite dans un cadre institutionnel et peut être accompagnée de texte, peut-être accompagnée du suivi des cadres (si les budgets sont présents) et s'expriment sur le terrain des écoles. De ce côté, les actions projet sont fortes. Cependant pour AETFP il manquait probablement un meilleur focus DTF et budgétaire sur les bénéficiaires indirects (apprenants) notamment en termes d'appui à l'adéquation formation emploi et à l'insertion professionnelle.
- ✓ La deuxième leçon à tirer nous semble être en matière de concentration de l'appui. Elle est paradoxale :
D'une part, pour aider correctement et en bonne visibilité une structure qui compte plus de 8000 écoles ETFP il importerait de démultiplier les centres appuyer .
D'autre part, pour aider efficacement cette même structure il importerait de ce centre sur seulement quelques centres (ressources ou excellence) et d'en faire, par exemple un par province administrative, de véritables points forts en ETFP et analyse socio-économique. Notons qu'un appui sur trente provinces avec les enjeux de déplacement et de suivi mériterait un chronogramme plus long et des panifications DTF plus réalistes. Par exemple un déplacement d'une semaine dans chaque école prend pour l'UGP 30 semaines sur 52 que compte l'année

- ✓ La troisième leçon que nous voudrions tirer est que les négociations de projets de coopération devraient, par exemple en contrepartie nationale, demandé qu'un nombre suffisant de cadres nationaux et provinciaux, soient mobilisables dans le cadre des activités projets sans per diem et autres avantages pécuniaires systématiques. Le système actuel, qui est partiellement justifié au vu de la situation financière des partenaires, en plus d'être extrêmement budgétivore est, lorsqu'un équilibre raisonnable souhaite être maintenu, source de pas mal de tensions.
- ✓ La quatrième leçon qu'il faut tirer est qu'un projet d'éducation ne peut correctement s'évaluer que dans la durée. Les innovations pédagogiques apportées par le projet n'auront d'effet que lorsque la cohorte d'apprenants qui a été touchée à la première année de l'intervention sera certifiée. Les aspects liés à l'adéquation entre la formation et l'emploi ne se mesurent nullement pour des publics en cours de formation. En plus, l'employabilité est liée au secteur économique et à l'emploi ; elle n'est pas toujours connectée, du moins jusqu'à présent, au processus d'apprentissage.
- ✓ Une cinquième leçon apprise est que pour un projet d'appui ayant à la fois des aspects « soft » et « hard », il est nécessaire de faire aboutir les deux au même rythme. La livraison d'équipements et moyens didactiques tout à la fin du projet introduit un biais quant aux liens dynamiques entre les deux. Il est donc indispensable que les membres des UGP soient bien préparés dans les cycles de gestion des MP.

4. Selon vous, comment la prestation a-t-elle été perçue par les groupes cibles ?

Il apparaît que globalement tant du côté des partenaires bénéficiaires- directs que du côté des inters bailleurs la prestation a été très appréciée.

L'expertise, l'expérience, mais aussi les produits (annuaires / ouvrages / formation ...) en ETFP du projet ont été et sont encore très régulièrement sollicités par les instances nationales, mais aussi par les écoles appuyées ou non. De la même manière tous les grands bailleurs présents en RDC passent couramment par nos experts pour l'un ou l'autre renseignement – action en ETFP.

Il est également courant que des écoles non sélectionnées, qu'elles fassent partie de l'institution ETFP EPSP ou qu'elles fassent partie d'autres ministères s'adressent à l'équipe pour des renforcements de capacité technique ou pédagogique.

Pour mémoire dans le cadre de la poursuite de ses actions rénovatrices en ETFP les autorités ETFP EPSP, mais aussi les membres « partenaires » de la SMCL EPSP ETFP ont demandé à la Belgique et au ComPar d'envisager la prolongation de l'équipe AETFP.

Cette situation engendre paradoxalement des effets induits. L'équipe projet étant extrêmement sollicitée il est arrivé, afin d'éviter la substitution et les conflits d'intérêts avec quelques cadres de grandes directions – inspection nationale (ou cadres internationaux bailleurs) de refuser ou de n'appuyer qu'en « poste arrière » certaines des actions de coopération qui lui sont demandées et qui ne sont pas directement liées au DTF.

5. Quels ont été les résultats du suivi-évaluation ou du monitoring et des éventuels audits et contrôles ? Comment les recommandations de ceux-ci ont-elles été prises en compte ?

L'UGP a matérialisé un certain nombre des recommandations de la MTR et du backstopping :

- ✓ Les possibilités de partenariat avec le privé ont été renforcées (FEC - COPEMECO – OPEC - ANEP...)
- ✓ Le processus de Chambre des métiers et de l'Artisanat a été accompagné
- ✓ Les partenaires du privé ont été mobilisés dans l'apport de données complémentaires pour l'annuaire
- ✓ L'inspection générale adjointe et provinciale a été fortement impliquée dans :
 - Dynamiques transversales en inspection.
 - Formation des UFE.
 - Co organisation des portes ouvertes et autres journées pédagogiques en lien avec l'entreprise.
 - Mise en œuvre et suivi des stages.
 - Suivi de la mise en test des programmes.
- ✓ Le projet a poursuivi la stratégie de répartition des actions et des responsabilités par zones et les tournées terrains se poursuivent
- ✓ Les actions terrain ont été systématiquement encadrées d'un comité de suivi local (IPP Préfet Proved Comité des parents et UAP / UFE)
- ✓ Le processus d'accompagnement à la bonne gestion des écoles a été mis en test
- ✓ Une section entrepreneuriat « test » a été appuyée à ITA Mombele (engraissement de porcelets et marché fermier)
- ✓ Un répertoire / cartographie des écoles a été réalisé
- ✓ Des ouvrages didactiques 'types' en APC ont été réalisés (math, mécanique, gestion, stage ...)
- ✓ L'étude de transformation a été validée par le Ministère avec l'appui de l'UGP et une série de pistes complémentaires d'opérationnalisation ont été élaborées
- ✓ La certification A4, en lien aux besoins du marché, a été validée par le ministère et en cours de parcours institutionnel
- ✓ L'UGP a appuyé le Ministère en développant les documents et fiches techniques sur la réflexion ...
- ✓ Disponibilité des documents et outils projets en vue de leur capitalisation
- ✓ Formation et appui en matériel des cadres DEP pour objectiver la pérennisation de l'annuaire
- ✓ Transmission des outils test après revalidation (curricula, ouvrages APC, outil de gestion informatisée des écoles
- ✓ Proposition des TDR utiles au Ministère via le fond d'étude ou Edunat [transmis à UCAG pour suivi in ou post projet]
 - TDR Expertise ou mission de courte durée sur la « budgétisation de la réforme et de l'étude de transformation [E.T.]»
 - TDR Expertise ou mission de courte durée sur les « Perspectives d'impacts et retombées socio – pédagogiques de la mise en œuvre d'une pyramide type de centres

de formation structurants [excellence / ressources / application] liée à l'E.T. »

- TDR Expertise ou mission de courte durée sur la « Détermination du cadre de mission et analyse des coûts liés aux créations et équipements des centres de formation structurants [excellence / ressources / application] »
- TDR Expertise ou mission de courte durée sur le « Processus de mise en place du cadre de qualification et de la chambre des métiers et de l'artisanat en RDC »
- TDR Expertise ou mission de courte durée sur les « Expertises ETFP au sein de la CAT »
- TDR Expertise ou mission de courte durée sur l'« Harmonisation des filières ETFP existantes, actualisation des filières pertinentes, proposition de filières prioritaires en ETFP [appui à la référentialisation] »
- TDR Expertise ou mission de courte durée sur le « Processus de mise en place du cadre de qualification et de la chambre des métiers et de l'artisanat en RDC »
- TDR Expertise ou mission de courte durée sur les « Besoins en expertises ETFP au sein de la CAT »
- TDR Expertise ou mission de courte durée sur la « Mise en place des dispositifs public – privé [stage, alternance, VAE, jury de certification...] »
- TDR Expertise ou mission de courte durée sur la « Mise en œuvre intersectorielle du School Management »
- TDR Expertise ou mission de courte durée sur les « Perspectives de généralisation de la réforme pédagogique en ETFP »

Suivi des recommandations de l'audit de 09 2012 [société Deloitte]

- Ré aménagements de 04 2013, suivi des encodages
- Visibilité budgétaire des missions internationales [colloque, conférences ...],
- Demande d'UGP à Ucag sur une formalisation des procédures pro format [achat groupé ou autres].
- Travail sur le suivi strict des avances
- Re formalisation complémentaires des procédures d'inventaires, de carnet de caisse, etc.
- Planification d'un audit de suivi des recommandations audit en 10 2013 [SMCL d'avril 2013]

6. Quelles recommandations faites-vous pour la consolidation et l'appropriation de l'après-projet [les politiques à suivre ou à mettre en œuvre, les ressources nationales nécessaires, la responsabilisation des groupes cible, la manière d'appliquer les recommandations...] ?

Il est raisonnable de penser que les principales pistes et notes institutionnelles appuyées par AETFP voient leur pérennité assurée. En effet les partenaires, co modélisateurs et co rédacteurs de leurs nouveaux outils de gestion les ont tous validés et l'appropriation est réelle jusqu'au plus haut niveau de la hiérarchie. Nous notons en ce sens que divers arrêtés de mise en œuvres ont été signés et sont suivi d'effet : les notes ou textes voient petit à petit le jour sur le

terrain de leur application.

Au niveau micro, tan, les formations que les équipements ont été appréciés et étaient attendus avec impatience. Il est donc probable qu'ils soient utilisés selon les nouvelles modalités pédagogiques du ministère.

Ceci étant dit, il ne faut pas négliger les enjeux d'un processus, bien plus large, et duquel le projet AETFP n'était qu'un des acteurs technique et modeste.

Nous soulignons ici quatre aspects de ces besoins exogènes à nos actions, mais indispensables tant à la bonne pérennité de nos actions qu'à la cohérence à venir du système éducatif en ETFP.

- « Depuis soixante ans que l'on parle de développement et d'agriculture au sud, je me pose une question : ou sont les silos ? »

Interview de B. Parmentier RTBF Kinshasa le mardi 06 août 2013, 07.50 hrs

La réflexion de cet expert rejoint un des plaidoyers de l'équipe du projet AETFP. La meilleure pérennité des actions de coopération en général et de celles en ETFP en particulier passe par une vision intégrée des appuis. Un appui en agriculture sans appui en stockage, transformation des produits alimentaires, mécanique agri et électricité est un appui peu porteur. De même en ETFP un appui en doit idéalement tenir compte des besoins de développement, non d'une filière, mais bien d'une série de filières techniques nécessaires au développement harmonieux d'une communauté.

- Réformes pédagogiques : les actions de réforme pédagogique, dont celle de l'introduction de l'approche par compétences lancées dès les années 2004 [conférence de Genève] par le Ministère, portées à bras le corps par les autorités actuelles est un chantier en éducation au sens plein. Le projet dans ces activités et dans ses chronogrammes a posé quelques pierres complémentaires ou novatrices [curriculums, outils d'accompagnement, jeux de rôles pédagogiques, formation de masse critique aux dispositifs pédagogiques, étude de transformation, CMA, etc. ...]. Le travail global, bien plus large que les objectifs du projet doit être continué. En effet et par exemple, nous avons révisité 10 curriculums et appuyé 6 agri sur une palette optimale de près de 30. Il est évident que si des acteurs bailleurs n'aident pas les structures à terminer le travail, l'ETFP en RDC ne pourra fonctionner longtemps avec deux systèmes curriculaires et d'évaluation des apprentissages [etc.] ce serait alors une partie des acquis du projet qui tomberaient en désuétude Il est vivement souhaitable que le ministère, appuyé des inters bailleurs, poursuivent ce chantier et s'assure de la généralisation des pratiques.

- Les pistes, connues à ce jour, que prend le nouveau programme indicatif de coopération, semblent assez éloignées de celle opérationnalisées par le projet AETFP et au-delà par d'autres bailleurs [UNESCO, JICA, AFD, APEFE] présents en RDC, en effet, en dépit d'un alignement souhaitable sur le plan d'action ETFP EPSP, de nombreux pans d'actions porteuses du projet AETFP [poursuite de la réforme des programmes, approches par compétences, annuaires ...] semblent donc ignorés ou sous-estimés. Si l'opérationnalisation du programme ne poursuit pas ces activités, elles risquent de ne pas pouvoir être pérennes.



- Les poursuites des actions de réformes et du projet sont étroitement liées à la capacité et volonté des corps nationaux [cadres ETFP / Inspection nationale et provinciale, Dipromad etc.] tant en matière de suivi, de matériaux pédagogiques que de formations complémentaires. Les cibles de ces actions sont les écoles appuyées à ce jour, mais également et surtout, dans un esprit de généralisation des pratiques à l'ensemble des autres structures éducatives en ETFP. Ce travail ne peut et ne pourra jamais être supporté par les bailleurs. Il importe donc que les acteurs du ministère mettent à profit leurs missions pour résoudre ce challenge. Aujourd'hui, comme le montrent diverses missions organisées tant par l'inspection que par la DETFP ceci ne semble être que peu le cas.

7. Conclusions

En rappelant que le contexte d'opérationnalisation des activités AETFP a connu un état d'opérationnalisation variable selon le niveau concerné (méta / méso : micro (cfr ci-dessus) nous pouvons considérer que de façon globale, comme le montre le rapport ci-dessus, que le projet AETFP tant du niveau des activités contractuelles DTF, que de la perception de ces actions par les partenaires privilégiés a rempli sa mission et atteint ses objectifs.

Si les contraintes exogènes au projet (MP, état de sécurité du pays, déplacement et sécurité aviation, etc.) ont freiné l'optimisation de certaines activités d'infrastructure et de pédagogie, soulignons que celles-ci ont cependant été dispensées efficacement à travers tout le pays.

Nous notons que le projet a assuré un continuum dans la mise en œuvre des réformes du ministère et accompagné plusieurs pistes et chantiers institutionnels pédagogique ou technique. Dans le cadre des interventions futures, il nous semble essentiel que ces travaux soient poursuivis pour une appropriation et une capitalisation optimale

Fonctionnaire exécution nationale ⁷	Fonctionnaire exécution CTB ⁸
<p>Désiré NKOY ELELA</p> <p>Jean Claude IKWA</p> <p>Roger KANIKI</p> <p>S/c Samuel NKORO</p> 	<p>Leroy Joël</p> <p>S/c Jean-lee MUTOMBO</p> 

⁷ Nom et signature

⁸ Nom et signature

4. ANNEXES

Annexes
Annexe 1 Résumé des résultats
Annexe 2 Etat des recettes et dépenses
Annexe 3 Taux de déboursement de la prestation
Annexe 4 Personnel de la prestation
Annexe 5 Sous traitances
Annexe 6 Equipements
Annexe 7 Formations
Annexe 8 Bailleurs de fonds

ANNEXE 1. Résumé des résultats et des activités (en fonction du cadre logique)

Résultats Intermédiaires	Indicateurs (prévus ou réalisés)	Etat de réalisation
<p>RI. 1. La gestion stratégique et opérationnelle dans le sous-secteur ETFP est améliorée</p>	<ul style="list-style-type: none"> o Toutes les écoles organisant l'ETFP sont répertoriées par province et leurs caractéristiques connues (nombre d'enseignants, d'élèves, bancs-pupitres, etc.). o Les opportunités socioéconomiques de chaque province sont identifiées. o Les filières à organiser dans chacune des provinces selon ses opportunités socio-économiques sont déterminées. o Une carte scolaire prospective du sous-secteur ETFP est établie. o Élaboration des TdR, choix prestataire(s), mise en œuvre ; o Implication effective des acteurs significatifs (écoles, entreprises, cadre institutionnel ETFP et autres ministères concernés). 	<p>100% : Certaines activités ont eu un impact fort tant en termes de réponses à des besoins réels ou d'utilisation par les partenaires, qu'en termes de pertinences.</p>
<p>RI. 2. L'image des filières professionnelles et techniques est améliorée auprès des jeunes, des parents et de la société</p>	<p>À la fin du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> o une stratégie de communication est développée la première année et déclinée en plans d'action annuels. o les activités prévues dans la 	<p>90% : Satisfaction</p>

	<p>stratégie de communication et les plans d'action annuels ont été menés dans les délais prévus</p> <p>La rédaction, la publication et la diffusion du Bulletin « Formation, professionnalisation et emploi » de la Commission interministérielle de l'ETFP ont été appuyées.</p>	
<p>RI. 3. Les ateliers, les salles de travaux pratiques et les locaux de documentation technique sont réhabilités et équipés pour les filières retenues dans les écoles</p>	<p>À la fin du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Au moins 30 ateliers réhabilités dans les nouvelles écoles appuyées. o Au moins 80% d'équipements livrés ou réhabilités par le projet sont fonctionnels, utilisés et entretenus. o Au moins 60% d'écoles appuyées consomment et renouvellent régulièrement les matières d'œuvre. o Nombre d'écoles ayant participé aux réhabilitations. o Au moins 60% d'apprenants impliqués dans les nouveaux programmes et disposant de nouveaux matériels trouvant leur environnement scolaire meilleur. o Présence de nouveaux équipements et de matière d'œuvre. o Au moins 80% d'apprenants, bénéficiaires directs, emploient régulièrement les équipements. o Au moins 80% de matériels didactiques disponibles sont exploités pédagogiquement. o Nombre de locaux réhabilités 	<p>95% : Les objectifs ont été atteints</p>

	<p>comme salle de documentation et de lecture.</p> <ul style="list-style-type: none"> o Au moins 80% de gestionnaires prévus(relevant des écoles appuyées) sont formés et opérationnels 	
<p>RI. 4. Le contenu de l'enseignement et de la formation est amélioré dans les 8 filières retenues.</p>	<p>À la fin du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Les 8 référentiels des métiers et de formation sont élaborés. o Les référentiels validés et remis aux autorités été introduits expérimentalement au moins dans un niveau. o Au moins 20 nouveaux matériels didactiques ont été élaborés, acquis ou produits et diffusés. o Au moins 300 formateurs des formateurs ont été formés aux nouveaux programmes. o Au moins 100 inspecteurs ont été formés. o Les programmes scolaires des filières appuyées sont élaborés, distribués et mis en oeuvre dans toutes les écoles appuyées par le projet. <p>Existence d'un accord avec l'APEFE ou autres partenaires intervenants dans les formations.</p>	<p>95% : L'ensemble des activités liées à ce résultat est d'une pertinence forte par rapport aux enjeux sociaux et pédagogiques de la RD Congo.</p>
<p>RI. 5. L'adéquation formation - emploi est améliorée</p>	<ul style="list-style-type: none"> o L'unité « Formation-Emploi » est installée et elle est opérationnelle dans l'école appuyée de chaque province éducationnelle. 	<p>85% : Satisfaction des actions et produits significatifs ont été disponibles.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> o Les besoins en formations diverses sont analysés et identifiés. • En fin de l'intervention, o les programmes référentiels ont expérimentés sur un niveau au moins. o Au moins 80% des diplômés ont suivi au moins un stage en entreprise ou auprès de professionnels. o Au moins 4 « Journées des métiers » ont été organisées dans 80% des écoles appuyées. o Au moins 4 visites d'entreprises ont été organisées par école appuyée. o Au moins 4 interventions dans la formation par des entrepreneurs /artisans ont été réalisées dans 80% des écoles appuyées. <p>Au moins 20 contacts avec les opérateurs économiques ont été établis</p>	
Activités planifiées	Etat de réalisation des activités (avec commentaires et remarques)	

<p>RI. 1. La gestion stratégique et opérationnelle dans le sous-secteur ETPP est améliorée</p> <p>Activité 1. : Production des trois numéros de l'annuaire « Profil de l'enseignement technique et de la formation professionnelle en RD Congo. Offre de formation, tendances socio-économiques et bassins d'emplois »</p> <p>Activité 2. : La rédaction et validation de l' « Étude de transformation du ministère EPSP ETPP »</p> <p>Activité 3. : Les appuis ponctuels à la réforme pédago technique entamés par le ministère.</p> <p>Activité 4. : L'appui à la mise en place des dispositifs de CMA (Chambre des Métiers et de l'Artisanat)</p> <p>Activité 5. : Le plaidoyer pour et l'appui technique (structure et organisation) à la mise en place du Secrétariat général à l'ETPP</p> <p>Activité 6. : Les formations et appuis (pédagogies, jeux de rôles, évaluation, récoltes de données, etc.) de cadres, d'inspecteurs ou d'autres formateurs ont été largement dispensés tant au niveau national qu'au niveau provincial.</p>	<p>Certaines activités ont eu un impact fort tant en termes de réponses à des besoins réels ou d'utilisation par les partenaires, qu'en termes de pertinences exemple voir les activités reprises ci-contre.</p> <p>Cependant si le niveau local semble vouloir s'approprier les processus certains acteurs nationaux ou provinciaux dont une partie du corps inspectoral ou de certaines directions nationales autres qu'ETPP ne semblent s'adapter au rythme de changement qui s'opère au sein de ce sous-secteur.</p>
--	--

<p>R1.2. L'image des filières professionnelles et techniques est améliorée auprès des jeunes, des parents et de la société</p> <p>Activité 1 : fin de formation, Activité 2 : fin de chantier Activité 3 : de livraison d'équipement</p>	<p>L'approche d'efficience/ efficacité qui a consisté à coupler l'ensemble des activités a donné satisfaction</p>
---	---

<p>RI.3. Les ateliers, les salles de travaux pratiques et les locaux de documentation technique sont réhabilités et équipés pour les filières retenues dans les écoles</p> <p>Activité 1 : Prospection des articles au niveau des écoles et au niveau des fournisseurs</p> <p>Activité 2 : Elaboration des besoins sur base des analyses des travaux pratiques à réaliser et de l'existant sur le marché.</p> <p>Activité 3 : Organisation d'un atelier d'harmonisation avec les différents professeurs des cours pratiques et techniques</p> <p>Activité 4 : Elaboration des cahiers de charge selon les recommandations du service des marchés public CTB</p> <p>Activité 5 : Passation des marchés, livraison, réception, installation et mise en fonctionnement</p> <p>Activité 7 : Réception et l'installation</p>	<p>Les objectifs ont été atteints. Cependant la rotation de trois responsable des marchés publics au cours des trois premières années (sur quatre) du projet a fortement perturbé les planifications. En effet la mise en test des programmes et certaines autres activités pédagogiques était étroitement liée (pour des raisons d'objectivation des évaluations) à la livraison des équipements, dans ce contexte nous soulignons que ces rotations ont fait que les marchés publics n'ont finalement été formalisés qu'en cours du deuxième semestre de l'année trois et les livraisons effectuées en année quatre. Les outils commencent à être utilisés.</p>
--	---

<p>RI.4. Le contenu de l'enseignement et de la formation est amélioré dans les 8 filières retenues.</p> <p>Activité 1 : Elaboration des nouveaux programmes</p> <p>Activité 2 : Réalisation de la phase test des nouveaux programmes</p> <p>Activité 3 : Révisitation des nouveaux programmes</p> <p>Activité 4 : Rédaction des divers outils et manuels d'accompagnement.</p> <p>Activité 5 : Réalisation des formations liées à la mise en oeuvre des outils à travers le pays.</p>	<p>L'ensemble des activités liées à ce résultat est d'une pertinence forte par rapport aux enjeux sociaux et pédagogiques de la RD Congo.</p> <p>Des interrogations subsistent quant à la généralisation (le projet n'a appuyé qu'une filière par école dans trente écoles (sur près de 8000) et n'a pas de budget pour étendre son action au reste des structures. D'autre part la généralisation des pratiques et outils dépend largement de l'inspection et de la direction des matériels didactiques DIPROMAD. Bien que des cadres de ces deux directions ont fait partie des équipes de modélisations des outils et ont suivi de nombreuses formations / échanges, hormis quelques actions ponctuelles, nous n'avons pas à ce jour pu noter ni une harmonisation réelle (entre service et province), ni appui à la mise en oeuvre significativement organisé de la part des corps nationaux. Une interrogation subsiste donc quant à la généralisation et à la pérennité des outils de réformes pédagogiques.</p>
---	--

<p>RI.5. L'adéquation formation - emploi est améliorée</p> <p>Activité 1 : Elaboration et rédaction des outils et manuels qui concernent les stages, la formation à l'entreprenariat, le programme de gestion informatisée des écoles ETEP</p> <p>Activité 2 : la mise en œuvre des fondements de la CMA (Chambre des métiers et de l'artisanat).</p>	<p>La faiblesse des budgets affectés à ces deux rubriques pourtant essentielles a obligé l'UGP à effectuer des économies d'échelles et à regrouper les activités entre elles. Cependant des actions et produits significatifs ont été disponibles.</p> <p>Ici aussi la phase de généralisation ou de finalisation des processus (CMA) sera essentielle pour la pérennité des actions.</p>
<p>RI.6.</p> <p>Activité 1 : Elaboration et rédaction d'un contrat de gestion avec chaque école appuyée</p> <p>Activité 2 : Organisation des formations des gestionnaires</p>	<p>Généralisation et pérennité sont maintenant aux mains de deux acteurs partenaires : les bailleurs et les cadres du ministère. Nous continuons de soutenir que le Programme <Indicatif de Coopération qui débute a un rôle crucial à jouer en la matière (tant au niveau provincial [EDU KAT / KOR / KIS / EQU etc.] que national [EDUNAT])</p> <p>De même le rôle des structures nationales et provinciales est maintenant primordial pour la capitalisation des actions</p>

**ANNEXE 2: ETAT DES DEPENSES : voir le service financier
UCAG**

Code Budget	Description des postes budgétaires	Code Tâche	Code Secteur	COUT TOTAL CONTRIBUTION BELGE	DEPENSES CUMULEES
VOLET A : introduire le titre du volet A					
Résultat 1 : introduire le titre du résultat 1 du volet A					
A/R1/code NF/indice					
A/R1/code NF/indice					
A/R1/code NF/indice					
	Sous-total Résultat 1-Volet A				
Résultat 2 : introduire le titre du résultat 2 du volet A					
A/R2/code NF/indice					
A/R2/code NF/indice					
A/R2/code NF/indice					
	Sous-total Résultat 2-Volet A				
Résultat 3 : introduire le titre du résultat 3 du volet A					
A/R3/code NF/indice					
A/R3/code NF/indice					
A/R3/code NF/indice					
	Sous-total Résultat 1-Volet A				
	Sous-total Volet A				
VOLET B : introduire le titre du volet B					
Résultat 1 : introduire le titre du résultat 1 du volet B					
B/R1/code NF/indice					
B/R1/code NF/indice					
B/R1/code NF/indice					

Sous-total Résultat 1-Volet B				
Résultat 2 : introduire le titre du résultat 2 du volet B				
B/R2/code NF/indice				
B/R2/code NF/indice				
B/R2/code NF/indice				
Sous-total Résultat 2-Volet B				
Sous-total Volet B				
GRAND TOTAL				

ANNEXE 3 : Taux de déboursement de la prestation : UCAG/Finances

Source de financement	Budget cumulé	Dépenses réelles cumulées	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
Contribution belge directe				
Contribution Etat partenaire				
Contribution Fonds de contrepartie				
Autres				

ANNEXE 4 : Personnel de la prestation

Type de personnel [titre, nom et genre]	Durée de recrutement [date début et fin]	Commentaires [délais de recrutement, pertinence de la fonction ou du profil...]
1. Personnel national mis à disposition par le Pays Partenaire		
Augustin BAHARANYI	05 11 2010 au 01 11 2012	Pédagogue ETFP point focal - Chef Div EPSP (bourse Master 3 au Sénégal au 01 11 2012)
Olivier KIBOTO	15 11 2009 – 15 11 2013	Sécurité nuit - Commis EPSP
DIANGITUKA Dieudonné	15 11 2009 au 07 04 2010	Comptable [lice faute grave]
LUKOKI Loretta	20 04 2010 au 27 08 2012	Comptable [promotion]
MUBIKAYI Jean Francis	27 08 2012 - 15 11 2013	Comptable
KANENE Marie Louise	18 02 2010 -15 11 2013	Caissière
KABEYA Daniel	01 01 2010 – 15 11 2013	Sécurité entretien
MATADI Jean Jacques	15 11 2009 – 15 11 2013	Chauffeur
KITAM%BALA Andre	27 08 2010 – 15 11 2013	Chauffeur
MLUNDANA Alain	12 01 2010 - 02 05 2012	Chauffeur [licencié pour faute grave]
2. Personnel d'encadrement recruté localement		
NKOY Désiré	20 04 2010 – 15 11 2013	Expert ETFP - institutionnel Master 3
IKWA Jean Claude	26 03 2010 - 15 11 2013	Expert ETFP - Ir et Master 2
KANIKI Roger	01 01 2010 – 15 11 2013	Ingénieur - Architecte
3. Personnel international [hors CTB] S/O		
4. Expert en Coopération internationale [CTB] LEROY Joël	15/11/2009 au 31/08 / 2013	Expert en éducation - PhD

ANNEXE 5 : Sous-traitance et appels d'offres
(une fiche par sous-traitance)

Mode de passation du marché :

Date de l'appel d'offres :

Date de début du contrat de sous-traitance :

Nom du sous-contractant (ou firme) :

Objet du contrat

Coût du contrat

Durée du contrat

Résultats produits :

Commentaires :

ANNEXE 6

: Liste des Equipements acquis par la prestation
 Voir situation inventaire

Type d'équipement	Coût		Date de livraison		Remarques
	<i>prévu</i>	<i>réel</i>	<i>prévue</i>	<i>réelle</i>	

Annexe 7. Formations

Type de formation	Pays, Institution, Durée	Nom ou Nombre de personnes formées	Dates de la formation	Sujet, contenu et niveau
Stage				
Bourse				
Workshop				
Autres				

ANNEXE 8. Interventions des Bailleurs de fonds

Interventions d'autres bailleurs de fonds sur le même projet ou dans des projets contribuant à un même objectif spécifique.

1.1.1.1.1 Bailleurs de fonds intervenant dans le même projet				
Bailleurs de fonds	Nom de l'intervention	Budget	Principaux objectifs	Commentaires
Bailleurs de fonds contribuant à un même objectif spécifique				
Bailleurs de fonds	Nom de l'intervention	Budget	Principaux objectifs	Commentaires

RDC 0710311

AETFP

Liste engagements au 31 octobre 2013

Ligne budgetaire	Destination	US\$	€	Frais bancaires	Total	Planification	Mode de paiement	Date paiement			
								Nov.	Dec.	2014	Commentaire
A_01_02	Contrat Mwenibamba	800,00	615,38	18,46	633,85	1 862	cheque	633,85			
	Contrat Mibula	800,00	615,38	18,46	633,85		cheque	633,85			
	Contrat Dhelonga	750,00	576,92	17,31	594,23		cheque	594,23			
A_01_07	Freddy Kabala - contrat		1 385,00	41,55	1 426,55	1 427	cheque	1 426,55			
A_02_02	Atelier - Theatr'actions (CD)	1 560,00	1 200,00	36,00	1 236,00	1 236	virement	1 236,00			
A_03_04	MM Construct sprl - caution		333,55	5,00	338,55	21 547	Soficom	338,55	360,33		
	Eureka sprl - caution		355,00	5,33	360,33		Soficom	360,33	389,88		
	LACH - caution		384,12	5,76	389,88		Soficom	389,88			
	DODEC - caution		597,46	8,96	606,42		Soficom	606,42			
	Ets MUKAXA - caution		1 152,00	17,28	1 169,28		Soficom	1 169,28	1 169,28		
	Maison LA GRACE		514,54	7,72	522,26		Soficom	522,26	522,26		
	Maison LA GRACE - caution		813,95	12,21	826,16		Soficom	826,16	826,16		
	ADU		899,66	13,49	913,15		Soficom	913,15	913,15		
	C.T.M		46,00	0,69	46,69		Soficom	46,69	45,69		
	Ets BALICOM		705,00	10,58	715,58		Soficom	715,58	715,58		
	ENTRECOD - caution		537,40	8,06	545,46		Soficom	545,46	545,46		
	SOGIN - caution		347,30	5,21	352,51		Soficom	352,51	352,51		
	Ets LAMUKA		1 252,68	18,79	1 271,47		Soficom	1 271,47	1 000,00	271,47	
	Ets LANUKA - caution		796,30	11,94	808,24		Soficom	808,24	808,24		
	C.C.I.B		90,00	1,35	91,35		Soficom	91,35	91,35		
	C.C.I.B - caution		585,00	8,78	593,78		Soficom	593,78	593,78		
	UNICO		106,20	1,59	107,79		Soficom	107,79	107,79		
	UNICO - caution		988,00	14,82	1 002,82		Soficom	1 002,82	1 002,82		
	MM Construct sprl - caution		351,60	5,27	356,87		Soficom	356,87	356,87		
	FUDEC		1 079,98	16,20	1 096,18		Soficom	1 096,18	1 096,18		
	FUDEC - caution		490,40	7,36	497,76		Soficom	497,76	497,76		
	ADU - caution		1 132,50	16,99	1 149,49		Soficom	1 149,49	1 149,49		
	EMERAUDE sprl - caution	942,70	725,15	10,88	736,03		Soficom	736,03	736,03		
	AIDR asbl	339,02	260,78	3,91	264,70		Soficom	264,70	264,70		
	AIDR asbl - caution	1 518,36	1 167,97	17,52	1 185,49		Soficom	1 185,49	1 185,49		
	GECIPROM - caution	1 174,67	903,59	13,55	917,15		Soficom	917,15	917,15		
	DON BOSCO	5 278,00	4 060,00	60,90	4 120,90		Soficom	4 120,90	4 120,90		
	DON BOSCO- caution	718,00	552,31	8,28	560,59		Soficom	560,59	560,59		
A_03_05	TSE lot 3		15 239,47	45,72	15 285,19	503 954	virement	15 285,19			

